

la cause du peuple

le journal des luttes du peuple

N°43 ^{juin} 2020

CHILI, ÉTATS-UNIS, LIBAN...

LES INSURRECTIONS ONT BESOIN DE PARTIS COMMUNISTES!

L'éditorial

Les révoltes spontanées qui ont éclaté à Minneapolis et dans la plupart des grandes villes états-uniennes depuis le lundi 26 mai s'attaquent directement au racisme institutionnel au sein de la police, mais aussi présent au sein de toute la société états-unienne. En effet, aux États-Unis, les noirs, pour la plupart descendants d'esclaves, représentent le cœur du prolétariat, ils vivent souvent dans des quartiers pauvres, occupent des emplois d'ouvriers et connaissent la précarité, qui a grandement été aggravée par la crise du Covid-19. L'explosion sociale spontanée de Minneapolis est donc menée directement par les franges les plus exploitées de la population, qui subissent quotidiennement le harcèlement raciste de la police, et qui ont le plus intérêt à renverser le système capitaliste.



Alors, lorsque la population se révolte dans les quartiers noirs pauvres, le soulèvement est souvent tellement puissant que pendant quelques heures, voire quelques jours, les forces de répression de l'État sont mises en échec. C'est ce qu'il s'est passé en cette fin de mois de mai à Minneapolis mais aussi à Philadelphie, Los Angeles, Atlanta et dans d'autres grandes villes des États-Unis. Des policiers ont dû battre en retraite, abandonner certains quartiers, leurs véhicules, voire même leur commissariat, comme à Minneapolis où un poste de police a été totalement détruit par les flammes.

Si le rapport de force a pu être pendant quelques jours du côté des manifestants dans certaines villes, c'est car la puissance des révoltes a surpris les autorités. Les forces de répression n'étaient donc pas préparées à une telle explosion sociale et ont été totalement dépassées par les événements. C'est ce qu'il s'était passé également à Los Angeles lors des émeutes de 1992 suite à l'acquiescement par la justice de plusieurs policiers ayant violemment tabassé un homme noir. Cette année-là, pendant cinq jours, l'État avait totalement déserté certains quartiers.

Aujourd'hui, l'utilisation de ce qui peut être considéré comme une loi martiale par Trump, le déploiement massif de militaires et de la garde nationale partout sur le territoire états-unien et la répression féroce tant policière que judiciaire des

manifestants démontre que, dans l'état actuel des choses, les forces réactionnaires de l'État ont le dessus sur les manifestants, car même si elles ont mis plusieurs jours avant de réussir à s'organiser concrètement pour riposter, elles y sont arrivées. Les nuits sont maintenant plus calmes que les précédentes, non pas que la colère soit redescendue, mais les forces de répression sont désormais capables de quadriller les grandes villes afin d'écraser dans l'œuf toute émeute. Le couvre-feu, mis en place dans la plupart des grandes villes du pays, permet de mettre de lourdes amendes aux émeutiers récalcitrants, faisant souvent partie des classes les plus pauvres, et n'ayant donc pas les moyens de payer. La mise en détention provisoire de nombreux protestataires arrêtés lors des révoltes permet également de faire fondre les rangs des manifestants. Le scénario est donc toujours le même : des révoltes spontanées et désorganisées éclatent, pendant quelques heures ou quelques jours, les protestataires prennent le dessus sur la police, mais cette dernière se réorganise très rapidement pour reprendre le contrôle en faisant usage d'une violence inouïe. C'est aussi de cette manière que s'étaient terminées les émeutes de Los Angeles en 1992 : après cinq jours d'insurrection, la répression avait permis aux forces réactionnaires de reprendre le contrôle de l'ensemble de la ville.

La répression féroce des révoltes démontre donc la nécessité d'une réelle stratégie révolutionnaire. Ce serait une erreur de penser que, parce que les forces réactionnaires sont capables d'écraser des révoltes spontanées, elles gagneront toujours. En effet, si elles en sont capables, c'est car dans l'état immédiat des choses, elles sont mieux organisées que les personnes qui se révoltent, car elles contrôlent l'ensemble de la société. Face à cet état de fait, les personnes qui se révoltent doivent s'organiser afin d'établir un réel rapport de force, afin d'être en mesure de mener des offensives victorieuses contre les forces réactionnaires bourgeoises. Nous pourrions donc résumer cela ainsi : nos ennemis sont organisés, nous devons l'être aussi.

Pour être victorieuses, les masses populaires doivent mener la guerre populaire prolongée, car cette stratégie ne repose pas sur la spontanéité mais sur l'organisation. C'est une stratégie révolutionnaire de long terme qui permet aux révolutionnaires, en accumulant petit à petit des forces, de devenir plus puissants

que les forces capitalistes. Une telle stratégie nécessite une direction politique capable d'analyser la situation afin de déterminer ce qui doit être fait. Cette direction, ce doit être le parti communiste, un authentique parti communiste révolutionnaire, qui assume son rôle, qui assume qu'il est là pour mener les masses populaires à la révolution et à la prise de pouvoir. Car si spontanément, sans réelle organisation, les masses populaires ont été capables pendant plusieurs jours de mettre la police en échec, alors il est évident qu'avec une réelle organisation et une réelle stratégie, les masses populaires sont capables d'obtenir toutes les victoires et de prendre le pouvoir pour instaurer le socialisme afin de marcher vers le communisme.

- le comité de rédaction de la Cause du Peuple

Sommaire

Révoltes populaires

- ★ A Minneapolis, un crime policier raciste déclenche des révoltes (p.3)
- ★ États-Unis : explosion sociale après le meurtre raciste de Georges Floyd (p.3)
- ★ État français : unité populaire autour du Comité Vérité pour Adama (p.4)
- ★ La condamnation des émeutes est une position bourgeoise (p.5)

Lutte de classe

- ★ État français : les luttes sociales s'intensifient depuis le déconfinement ! (p.7)
- ★ Témoignage : un pompier face au virus et au gouvernement (p.8)
- ★ Éducation nationale : une fiche « contre les dérives des élèves » (p.9)
- ★ Des images choquantes révélatrices de l'absurdité du déconfinement (p.10)
- ★ Les soignants veulent une augmentation, le gouvernement leur donne une médaille (p.11)
- ★ Argenteuil : deux nuits de révolte (p.11)

Impérialisme

- ★ Les États-Unis, l'Allemagne et la Chine (p.12)

International

- ★ La LCP pose les bases de la construction d'un nouveau pouvoir dans les campagnes brésiliennes (p.14)
- ★ Liberté pour Ismail Yilmaz et tous les prisonniers malades (p.20)

Théorie

- ★ Tribune : le Parti et la classe ouvrière (p.21)
- ★ Comprendre l'exploitation : d'où vient-elle ? Quelles formes prend-elle ? (p.22)

Culture

- ★ Il y a 75 ans, l'Allemagne Nazie capitulait, vaincue par la résistance antifasciste des peuples (p.24)

À Minneapolis, un crime policier raciste déclenche des révoltes

Le lundi 25 mai, George Floyd, un homme noir de Minneapolis (Minnesota), aux États-Unis, a été tué par quatre policiers au cours d'une arrestation. Plaqué au sol par un des policiers, il a répété à de nombreuses reprises la phrase « I can't breathe » (je ne peux pas respirer) avant de décéder à l'hôpital quelques minutes après son transfert.

Cet homme âgé d'une quarantaine d'années n'était pas armé lors de son arrestation, mais il a payé de sa vie le fait d'être noir dans un pays où les crimes policiers racistes sont extrêmement fréquents. En effet, en 2017, selon un décompte du Washington Post, 987 personnes ont été tuées par la police aux États-Unis. 23% d'entre elles étaient des hommes noirs, très largement sur

représentés étant donné qu'ils ne représentent que 6% de la population totale du pays.

Cette nouvelle affaire, qui en rappelle des dizaines d'autres, a déclenché des révoltes à Minneapolis.

Des milliers de manifestants sont descendus dans les rues et ont violemment affronté la police en revendiquant l'arrêt des crimes policiers



racistes qui, loin d'être des bavures, sont le fonctionnement normal de l'institution policière, tant aux États-Unis qu'au sein de l'État français.

États-unis : explosion sociale après le meurtre raciste de Georges Floyd

Plusieurs jours après le meurtre raciste de George Floyd, les révoltes ont pris de l'ampleur un peu partout aux États-Unis.

Le mardi 26 mai, des manifestations ont eu lieu à Minneapolis, elles ont rassemblé plusieurs milliers de personnes, mais c'est réellement à partir de mercredi soir que la situation est devenue quasi insurrectionnelle dans cette ville du nord des États-Unis. Lors des nuits de mercredi à jeudi et de jeudi à vendredi, d'immenses révoltes ont éclaté. Plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté leur colère face au racisme, face aux crimes policiers, mais aussi face à la misère sociale qui s'est encore accentuée avec la crise du Covid-19. Dans la nuit de mercredi à jeudi, de nombreux bâtiments ont été incendiés et des dizaines de boutiques pillées. Dans la nuit de jeudi à vendredi, la situation était totalement hors de contrôle et les policiers ont dû battre en retraite face à une foule immense en colère. Ils ont déserté, laissant derrière eux un commissariat vide, qui a été totalement incendié par les manifestants.

Le gouverneur du Minnesota et le maire de Minneapolis ont affirmé leur soutien hypocrite aux « manifestants pacifistes », tout en dénonçant les émeutes et les violences. Ces politiciens bourgeois, qui ne connaissent rien de la violence sociale subie par les masses populaires noires des États-Unis, ne sont que des opportunistes qui essaient de calmer la colère du peuple. Le policier qui a tué George Floyd avait déjà fait l'objet de dix-huit plaintes pour des faits de violence et il a pu continuer à exercer pendant des années avec la complicité des autorités. Si il a été suspendu, ce n'est pas parce qu'il a commis un acte horrible de plus, mais car le scandale de la mort de George Floyd était trop important pour que les autorités ne réagissent pas. Elles agissent donc uniquement car elles ne peuvent pas politiquement se permettre de laisser passer cette énième affaire de crime policier.

En suspendant les quatre policiers impliqués dans le meurtre de George Floyd, les autorités du Minnesota s'inscrivent une fois de plus dans la

logique bourgeoise capitaliste qui consiste à considérer que les problèmes de violences policières ne sont que des problèmes individuels, comme si les policiers violents n'étaient que des « brebis égarées ». En réalité, les violences policières sont bel et bien le fonctionnement normal de l'institution policière, qui est une institution violente par nature, étant donné que son rôle dans le cadre de l'État bourgeois est de protéger les intérêts des capitalistes.

Alors que la mauvaise gestion du Covid-19 par les capitalistes a mis plus de 30 millions de personnes au chômage aux États-Unis, des révoltes sociales étaient prévisibles. Les révoltes qui font suite au meurtre raciste de George Floyd ne sont donc pas une simple réaction à un crime policier mais une réelle explosion sociale qui s'étend désormais aux quatre coins du pays : les villes de Los Angeles, New York, Denver, Louisville, Phoenix ou encore Albuquerque sont elles aussi touchées par des manifestations.

À Louisville (Kentucky) des manifestants



ont également affronté la police, qui a tiré à balles réelles sur la foule, blessant sept personnes.

Face à une situation quasi-insurrectionnelle, la réaction de la première puissance impérialiste mondiale était attendue : l'état d'urgence a été déclaré à Minneapolis, l'armée

a été déployée et Donald Trump a affirmé publiquement sur Twitter que lorsque les pillages commencent, il est légitime de tirer à balles réelles, ce qu'a vraisemblablement fait la police dans la nuit de jeudi à vendredi à Louisville, dans le Kentucky alors que des milliers de personnes manifestaient pour George Floyd, mais également pour

Breonna Taylor, une femme assassinée par la police municipale de Louisville au mois de mars. Ces coups de feu, que les policiers nient éhontément avoir tiré, ont fait sept blessés. Le message envoyé par les États du Kentucky et du Minnesota, mais également par Donald Trump est clair : les marchandises des grands magasins ont plus de valeur que la vie des manifestants, et si ces derniers s'aventurent à vouloir les piller, alors il devient légitime pour la police et l'armée de tirer. Cette réaction du vieil État impérialiste états-unien montre que les institutions sont aux aboies, qu'elles craignent des révoltes, et les révoltes qui ont eu lieu depuis trois jours montrent que tout ennemi peut être attaqué, que l'impérialisme états-unien est un tigre de papier, fort en apparence mais faible en réalité.

Si ces révoltes vont probablement entraîner une importante dynamique de lutte, il faut désormais une direction politique capable de transformer la colère légitime et spontanée en mouvement révolutionnaire organisé.

État français : unité populaire autour du Comité Vérité pour Adama

Pendant le confinement, les faits de violence policière se sont multipliés. Suite à un rapport d'expertise complètement contradictoire avec ceux précédents, couvrant évidemment la police, la sœur d'Adama, Assa Traoré, a appelé à un grand rassemblement pour réclamer justice et vérité. Et ce rassemblement a résonné avec la révolte en cours aux USA et l'importante mobilisation populaire contre les violences policières, tant dans les quartiers prolétariens que dans les manifestations.

Le succès a été total : plus de 20 000 personnes porte de Clichy à Paris, des milliers à Lille, Lyon ou Marseille en particulier. L'ambiance de ces rassemblements était celle d'une unité populaire très forte contre le racisme, malgré les interdictions, malgré le sabotage petit-bourgeois de la lutte contre le racisme. Jamais un rassemblement de ce type n'avait été un tel succès. Les images



sont impressionnantes et rappellent les mobilisations populaires des années 30.

Il y a un véritable souffle populaire, une unité à la base, hors des organisations politiques réformistes et révisionnistes, autour des familles des victimes, un véritable travail politique dans les

quartiers mais aussi autour des noyaux de gilets jaunes.

Après un rassemblement de 8000 personnes à Maubeuge, contre les licenciements à Renault, il est indéniable que quelque chose se passe dans l'État Français.

La condamnation des émeutes est une position bourgeoise



Depuis le mardi 26 mai, des révoltes de grande ampleur ont lieu aux États-Unis. D'abord parti de la ville de Minneapolis (Minnesota) suite au meurtre raciste d'un homme noir par un policier blanc, le mouvement touche désormais toutes les grandes villes du pays et prend différentes formes. Les manifestations commencent généralement dans l'après-midi et se déroulent calmement, elles rassemblent des familles, des personnes âgées etc. En fin d'après-midi, des affrontements éclatent et les protestations prennent par endroit un caractère insurrectionnel. C'est ce qu'il s'est passé ces derniers jours à Minneapolis, New York, Los Angeles, Portland, Atlanta, Oakland, Washington ou encore Chicago. Si les politiciens, artistes, médias, entreprises etc états-uniens semblent condamner l'horrible meurtre de George Floyd et affirment soutenir les manifestations pacifiques, tous condamnent les émeutes, les pillages, les révoltes qui ont lieu ces derniers jours. Leur positionnement est un positionnement de classe, un positionnement bourgeois.

La violence des révoltes des masses populaires est une réponse à la violence institutionnelle

La dénonciation de la violence des révoltes des masses populaires est une

manière de la mettre sur le même plan que la violence institutionnelle, or, elle n'est qu'une réponse à cette violence institutionnelle. Le système capitaliste broie des milliards d'êtres humains, il crée guerres, pauvreté, destruction de l'environnement etc. La police utilise une violence inouïe pour réprimer toute velléité de révolte. Aux États-Unis, comme au sein de l'État français, elle commet chaque année de nombreux meurtres racistes. Face à cet état de fait, les révoltes des masses populaires sont une forme de résistance, car là où il y a oppression, il y a résistance. Attaquer des commissariats, brûler des voitures de police, lancer des pavés sur des policiers, tout cela est un moyen de résister, un moyen d'attaquer le bras armé de l'État capitaliste. Ainsi, lorsque des célébrités affirment soutenir les manifestations pacifiques mais condamnent les violences, elles mettent sur le même plan oppresseur et opprimé, elles mettent sur le même plan la violence institutionnelle quotidienne d'un système destructeur et le fait que les masses populaires se défendent face à cette violence.

Les pillages sont des réquisitions populaires

Nombre de politiciens bourgeois,

de médias, d'artistes etc dénoncent également les pillages de grands magasins et accusent les personnes qui y participent d'être des opportunistes qui ne sont pas là pour George Floyd mais uniquement pour s'enrichir. Donald Trump a même dit que lorsque les pillages commencent, les tirs (de la police) doivent commencer. Il s'agit là d'une mentalité typiquement bourgeoise. En effet, les pillages ne sont rien d'autre que de la réquisition populaire par les masses, et il est tout à fait logique que lors de manifestations insurrectionnelles, de telles réquisitions aient lieu. Les marchandises présentes dans les grandes magasins sont vendues par des capitalistes qui s'enrichissent sur le dos des travailleurs, car ce sont les travailleurs qui ont produit ces marchandises. En pillant les boutiques, les masses populaires récupèrent juste gratuitement ce qu'elles ont produit. À Minneapolis, ces pillages ont donné lieu à de magnifiques scènes de solidarité populaire : depuis plusieurs jours, des distributions gratuites de denrées alimentaires réquisitionnées lors des pillages ont eu lieu dans les rues de la ville. Alors que la mauvaise gestion de la crise du Covid-19 par les capitalistes a fait exploser le chômage et la pauvreté partout aux États-Unis, les pillages et

la solidarité populaire permettent de donner un peu de répit financier à des familles en difficulté.

Prôner le pacifisme face aux révoltes populaires, c'est défendre l'ordre établi

Il n'y a pas de changement social profond sans violence, car le système capitaliste est un système intrinsèquement violent, car les capitalistes sont prêts à commettre les pires massacres pour se défendre, les masses populaires n'ont pas d'autre choix que de lutter violemment. Dans l'histoire, aucune grande avancée sociale n'a été obtenue sans violence. Bien-sûr, si la situation est insurrectionnelle dans certaines villes des États-Unis, nous sommes encore loin d'une révolution qui permettrait de renverser totalement la classe bourgeoise. Cependant, le fait que les masses populaires affrontent violemment les forces armées de l'État bourgeois va probablement entraîner une dynamique de lutte, redonner confiance aux masses en

leur capacité à changer radicalement les choses. Et étant donné qu'il n'y a pas de changement sans violence, en condamnant la violence, les médias, politiciens, entreprises, artistes etc condamnent ainsi tout moyen de lutte



efficace, ils se positionnent de fait du côté de l'ordre établi. Ils peuvent faire des pétitions, poster sur Twitter des « prières pour George Floyd » ou dire

que « le racisme c'est mal », en essayant de convaincre les masses populaires de renoncer à l'emploi de la violence comme outil de révolte, ils défendent leurs intérêts de classe. C'est par exemple le cas de la maire de Minneapolis et du gouverneur du Minnesota, qui ont tous deux condamnés le meurtre raciste de George Floyd, mais qui ont dans le même temps décrété l'état d'urgence, mis en place un couvre feu et fait appel à la garde nationale, réprimant de fait les protestataires.

Ce sont les masses populaires qui écrivent l'histoire, et les récents événements aux États-Unis nous démontrent une fois de plus que lorsqu'elles se mettent en mouvement, rien ne peut les arrêter. Les discours hypocrites de bourgeois effrayés à l'idée qu'une révolte populaire vienne menacer leurs intérêts de classe doivent être pris pour ce qu'ils sont : des discours

contre révolutionnaires, des discours qui s'inscrivent dans le cadre de la propagande bourgeoise qui défend l'ordre capitaliste établi.



État français : les luttes sociales s'intensifient depuis le déconfinement !



Alors que les rassemblements de plus de dix personnes sont toujours interdits, les luttes sociales s'intensifient au sein de l'État français. Les personnels hospitaliers ont lancé les « mardis de la colère » et appellent à une grande manifestation le 16 juin. Les salariés de Renault ont organisé le samedi 30 mai une grande manifestation à Maubeuge contre les suppressions d'emplois prévues par le groupe. Le même jour, une manifestation de sans papiers revendiquant la régularisation a également eu lieu à Paris. Mardi 2 juin, la manifestation organisée par le Comité Vérité pour Adama était un vrai succès.

Alors que la mauvaise gestion de la crise du Covid-19 par les capitalistes a fait augmenter la pauvreté au sein de l'État français, alors que le démantèlement des hôpitaux publics par les gouvernements successifs n'a pas permis

aux malades d'être pris en charge convenablement, alors que les violences policières se sont multipliées tout au long du confinement, alors que des millions d'ouvriers ont été obligés de continuer à travailler malgré les risques, le gouvernement bourgeois de Macron voudrait nous faire croire qu'une « union nationale » est possible face au coronavirus. Les masses populaires refusent catégoriquement le principe d'une telle union nationale, car il n'existe pas d'unité entre exploités et exploités, il n'existe pas d'unité entre un gouverne-

ment qui fait passer des mesures anti-sociales et des travailleurs qui subissent ces mesures. Alors, ces derniers jours, les luttes sociales semblent s'intensifier.

Le personnel hospitalier bien déterminé à ne pas se laisser faire

Les personnels hospitaliers, qui sont en première ligne face au virus, sont bien déterminés à ne pas se laisser faire, ils sont prêts à lutter pour de meilleurs salaires, pour de meilleures conditions de travail, pour pouvoir prendre en

charge correctement les patients. Ce mardi 26 mai avait donc lieu le premier « mardi de la colère » avec des rassemblements devant de nombreux hôpitaux un peu partout au sein de l'État français. Des rassemblements auront désormais lieu tous les mardis, et une grande mani-



festation est prévue pour le 16 juin. À suivre donc.

À Maubeuge, les ouvriers Renault luttent contre les suppressions de postes

Renault a annoncé un plan de licenciement de 15 000 salariés, dont 4600 au sein de l'État français. Alors que l'entreprise bénéficie d'importantes aides de l'État (premier actionnaire du groupe), Renault décide donc de laisser des milliers d'ouvriers sur la paille pour faire des économies et délocaliser la production afin de maximiser les profits. Quelques jours après cette annonce, plus de 8000 personnes ont défilé dans les rues de Maubeuge (Nord) où une usine Renault doit fermer. Cette manifestation organisée très rapidement montre la détermination des salariés à lutter contre la direction du groupe. Partout, les ouvriers ne se laissent pas faire, s'organisent, luttent.

À Paris, une grande manifestation de sans papiers

Ce samedi 30 mai avait également lieu à Paris une grande manifestation de sans papiers. Plusieurs milliers de personnes



ont défilé dans les rues de la capitale en revendiquant la régularisation de leur situation. La police a violemment réprimé les manifestants avec des grenades lacrymogènes et arrêté 92 personnes. Depuis bientôt un an, le mouvement des « gilets noirs » prend de l'ampleur. Des milliers de sans papiers s'organisent contre l'État français qui, par son impérialisme, les oblige à quitter leur pays d'origine. Les travailleurs sans papiers représentent l'une des franges les plus exploitées du prolétariat, ils occupent

souvent des emplois non déclarés, précaires et sont à la merci de patrons voyous. Par des manifestations comme celle d'aujourd'hui, ils relèvent la tête et osent se battre face à l'infâme État capitaliste-impérialiste français.

La succès de la mobilisation à l'appel du Comité Vérité pour Adama, dont nous avons parlé précédemment, vient s'ajouter à tous ces combats menés au sein de l'État français depuis le déconfinement.

Témoignage : un pompier face au virus et au gouvernement

Alors qu'ils sont au contact direct des personnes touchées par le virus, les pompiers manquent cruellement de matériels de protection. N'étant pas prioritaires pour les masques FFP2 et ne faisant pas partie des personnels pouvant être dépistés, les pompiers doivent assurer leur rôle en prenant des risques très importants. Malgré plusieurs alertes, les syndicats de pompiers se sont vus rester sans réponse, pas un seul mot, pas un seul geste n'a été fait pour tenter de régler cette situation. Un manque de considération grave pour celles et ceux qui mettent leur vie en danger au service du peuple. Nous publions ce témoignage d'un pompier révolutionnaire qui nous a été transmis.

À la veille du déconfinement, je tiens à témoigner des problèmes que nous rencontrons chez les sapeurs-pompiers car rien n'a changé pour nous depuis le début de l'épidémie. Alors que nous sommes en première ligne, c'est en sous-effectif et avec peu de moyens que nous dev-

ons tant bien que mal venir au secours de la population. En effet, nous avons d'abord été dans le flou le plus complet les premières semaines, aucune indication précise ne nous a été donnée pour l'intervention auprès des personnes touchées par le virus, notre seule consigne était de nous arrêter quand nous tombions malades. Or, nous sommes depuis le début et encore aujourd'hui en manque de masque, au point que nous prenons les masques chirurgicaux seulement pour les interventions COVID-19 tandis que les masques FFP2 sont donnés au compte goutte et réservés seulement aux interventions auprès de personnes en situation de détresse respiratoire ou d'arrêts cardiaque. Et forcément quand nous intervenons sans aucune protection il y a un risque de contamination dans un sens où un autre, on appréhende surtout pour les gens qu'on vient aider.

Dans ces conditions forcément, de nombreux collègues et moi-même avons été

contaminés par le virus, notre caserne se retrouve en sous-effectif tandis que nous continuons d'assurer toutes les interventions que nous faisons déjà avant, au même rythme. En plus, on devrait logiquement laver nos vêtements tous les jours mais il n'y a pas le budget lessive qui va avec, ce problème de manque de lessive c'est toute l'année, mais là c'est encore pire, il faut savoir que malgré toutes les interventions d'incendies, malgré la toxicité des fumées, nos tenues et nos cagoules ne sont lavés qu'une à deux fois par an, la faute aux restrictions budgétaires.

Dans cette situation irresponsable on a gueulé évidemment mais rien n'a bougé, c'est presque comme si on nous avait oublié, d'ailleurs le gouvernement dans ces discours n'a pas prononcé un mot pour les pompiers, pour moi c'est encore une fois une preuve du mépris pour notre travail, pour notre sécurité, notre santé, de la part de ce même gouvernement qui

a réprimé notre mobilisation et celles des personnels soignants il y a quelques mois. Car rappelons le, les problèmes de manque de moyens et d'effectifs, ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on le dénonce. Le mouvement de grève chez les pompiers a duré plusieurs mois pour faire reconnaître notre métier comme un métier à risque, en plus des mobilisations locales très déterminées menés sur plusieurs mois, on est même montés à Paris crier notre colère aux 2 manifestations nationales et là on a eu le droit aux gazs et aux flashballs !

Alors là on a pas reculé, on s'est battus, ces chiens de gardes du capital ne se sont retenus ni dans leurs violences, ni dans leurs insultes. Les pompiers, il en faut beaucoup pour les énerver, mais là, ce mépris, après plusieurs mois de grève, toute la colère accumulée depuis des années avec les restrictions budgétaires, la stagnation des embauches... ça pouvait que péter ! Et puis les syndicats réformistes ont collaboré avec l'Etat, ils ont vendu la lutte et le métier de pompier en négociant des fausses promesses, avec par exemple la revalorisation de la prime de feu, revalorisation dont l'application dépend de la volonté de chaque département, en sachant qu'ils sont majoritaire-



ment à droite : contre nos revendications ! Et donc rien n'a changé, nos problèmes restent les mêmes et notre métier n'a toujours pas été reconnu comme un métier à risque.

Je suis pompier par passion, c'est ce que je veux faire, aider les gens, servir le peuple, comme tous les pompiers c'est un rêve de gosse, un métier avec des valeurs fortes qui se retrouvent également dans mon engagement politique communiste, c'est comme ça que je vois mon métier, je tente de me rendre utile aux miens, à ma classe, la plus touchée aujourd'hui par

l'épidémie, mais comment fait-on pour rester efficace si on tombe les uns après les autres ? Prendre des risques c'est notre métier mais on appréhende pour nos collègues, pour la population qu'on peut potentiellement exposer au virus, malgré nous, par manque de masques et qu'on aide avec toujours plus de difficultés. On appréhende également pour nos familles qu'on a peur d'exposer aussi, alors oui, c'est notre métier mais il faut nous donner les moyens de nous protéger pour pouvoir protéger la population.

Education nationale : une fiche contre les « dérives » des élèves

Le ministère de l'éducation nationale a récemment publié une note, à destination des chefs d'établissement et professeurs, pour lutter contre « les replis communautaristes », « les théories complotistes » et « les réactions de repli des élèves ». En effet, un an après les Gilets Jaunes, en période de pandémie et de violences policières, de mensonges sans cesse répétés des ministres et dirigeants, les discours allant contre les sacro-saintes Valeurs de la République se multiplient.

Le document parle de combattre les idées qui font passer des groupes « au dessus de la loi de la République ». Bien sûr, la loi de la République, elle, passe au dessus des groupes et n'hésite pas à opprimer des groupes pour des raisons sociales, en s'appuyant sur le racisme. Si un flic

tue un jeune homme ou le tabasse, puis est blanchi par la justice, alors, ce sont les « Valeurs de la République ». Mais si des habitants de quartiers prolétariens tentent de s'organiser face à ce meurtre, même pacifiquement, comme le Comité Justice et Vérité pour Adama ? Alors, c'est une « menace pour la cohésion sociale en France ».

Bien sûr, il ne peut pas y avoir de cohésion sociale dans une société divisée en classes, produisant une méfiance et un mépris justifié des prolétaires contre les bourgeois et leurs politiciens. Lorsque le document appelle donc à la « vigilance de tous », CPE, enseignants, assistants d'éducation, dans les couloirs et la cour, c'est un appel à la délation de tout esprit refractaire.

La colère gronde dans les banlieues et de nombreuses idées risquent de choquer et de bousculer la petite bourgeoisie qui encadre les élèves dans les collèges et lycées. Il faut par exemple « traquer les idées vengeresses » (quand l'idée de faire payer les bourgeois fait son chemin) et empêcher la « critique de tout discours d'autorité ». Les scientifiques ont toujours raison, les politiciens aussi, les profs, etc. Le peuple, lui, n'a pas droit à la parole.

La note a pour objectif d'exciter l'arbitraire des plus zélés, des plus réactionnaires. Il n'y a pas de directives précises mais des consignes vagues. Le but est de museler toute parole. Dans la répression et l'arbitraire, c'est l'imagination au pouvoir.



Des images choquantes révélatrices de l'absurdité du déconfinement

Les écoles maternelles et primaires et certains collèges ont réouvert le lundi 11 mai. Mais il faut appliquer les "gestes barrière", c'est à dire éloigner les enfants les uns des autres. Des images choquantes ont fait le tour d'internet, d'enfants "enfermés" par des marquages au sol.

Le gouvernement n'a pas hésité à utiliser la démagogie la plus crasse : il faudrait aider les "enfants des quartiers défavorisés" à ne pas "décrocher". L'institution scolaire n'est pas faite pour "aider" les jeunes issus de la classe ouvrière, mais pour former les futurs travailleurs, et garder les enfants de travailleurs. Le but de l'école bourgeoise se limite à ça.

D'ailleurs, il est intéressant de constater un fait : en Ile de France, en dehors des



enfants de soignants, c'est le personnel de la RATP qui est prioritaire pour placer ses enfants dans les écoles ; il faut bien transporter les ouvriers et ouvrières au boulot, entassés dans les métros, les bus et les RER, mis au travail dans des

usines fermés, sur des chantiers où tout le monde doit se rapprocher...

Il faut souligner l'absurdité de ces images. D'un côté, des enfants, strictement confinés, à la façon dont le système capitaliste

traite les animaux. De l'autre, leurs parents – car ce sont évidemment les enfants de travailleurs qui sont envoyés à l'école – collés les uns aux autres dans les métros et dans les lieux de travail.

Il faut dénoncer, aussi, l'humiliation pour les parents et les professeurs ; placer ses enfants de cette manière où les garder. D'ailleurs, de nombreux syndicats ont appelé à des grèves sous différentes formes.



Les soignants veulent des augmentations, le gouvernement leur donne une médaille

Le gouvernement a annoncé que les dizaines de milliers de soignants qui se sont battus en première ligne contre le Covid-19 auront droit à une « médaille de l'engagement ». Une pseudo récompense qui sonne comme une provocation de la part d'un gouvernement qui participe depuis trois ans au démantèlement de l'hôpital public.

Cette médaille sera accompagnée d'une prime allant de 500 à 1500€, mais uniquement pour les personnels des départements les plus touchés par l'épidémie. Cela est non seulement clairement insuffisant, mais ce n'est en plus absolument pas ce que demandent les soignants : ce qu'ils veulent, c'est une vraie revalorisation de leurs salaires, un plan massif d'embauche et plus de moyens pour pouvoir mieux prendre en charge les patients.

Le gouvernement va encore plus loin dans l'irrespect en proposant aux travailleurs de faire don d'une journée de congés au profit des soignants, comme si c'était aux ouvriers de payer le prix du démantèlement de l'hôpital public opéré par les gouvernements successifs au profit des capitalistes depuis des années. À cette idée, le porte parole du syndicat national



des infirmiers a répondu « *L'idée est complètement hors sol. Il faut savoir que nous n'arrivons déjà pas à prendre à nos jours. Cela fait des années qu'on le réclame. Par exemple, rien que sur les hôpitaux de Paris, l'AP-HP doit un million de jours à ses 77.000 agents* ».

Cette crise du Covid-19 intervient dans un contexte particulier pour l'hôpital public qui, malgré plusieurs années de lutte intense, paye le prix fort des politiques antisociales menées par les gouvernements successifs. Les personnels hospitaliers doivent faire de plus en plus

avec de moins en moins de moyens, ce qui entraîne une baisse de la qualité des soins. Mais cette crise ne changera pas fondamentalement les choses, le gouvernement n'augmentera pas les moyens des hôpitaux uniquement en raison d'une crise sanitaire, nous le voyons bien aujourd'hui avec les pauvres primes et médailles qu'il promet aux soignants. Si le gouvernement doit faire quelque chose pour les hôpitaux, il ne le fera qu'au terme d'une longue lutte au cours de laquelle les soignants auront été capables d'établir un réel rapport de force avec l'État et les capitalistes.

À Argenteuil, deux nuits de révolte

Le déconfinement aura laissé pour mort douze victimes de la police, en seulement deux mois. Et le déconfinement part sur les mêmes bases. A Argenteuil, un jeune homme est tué lors d'une rencontre avec la police. La préfecture déclare que le jeune a perdu le contrôle de sa moto, Son père, réitère au Parisien sa « confiance en la justice » : « Je veux seulement savoir ce qu'il s'est passé. Je n'ai rien contre les policiers. ».



Pour autant, il conteste la version of-

ficielle, avec certains témoins, qui eux parlent d'une collision. En effet, les flics n'hésitent pas à interpellier les motards en donnant un coup de pare-choc. Cette

pratique ultra dangereuse a tué à de nombreuses reprises, et incite les jeunes à fuir systématiquement.

A Argenteuil, beaucoup ne croient donc pas la parole des policiers, et pendant deux nuits, entre dimanche 17 mai et mardi 19 mai, la révolte a pris corps dans la ville. Les jeunes réclamaient comme à leur habitude la justice et la vérité. Il y a eu de nombreux affrontements particulièrement impressionnants, prouvant que les masses n'ont pas peur de l'État et le font reculer.

Les Etats-Unis, l'Allemagne et la Chine

Les crises nous donnent l'occasion d'aller au fond, de voir les grandes lignes de notre monde et en fin de compte de comprendre l'époque. On pourrait penser que les USA sont à genou avec 30 millions de chômeurs, mais cela serait mal comprendre la domination de l'impérialisme US sur l'économie mondiale. Notre article sur la situation mondiale a suscité de nombreux débats, et nous souhaitons revenir sur ce point. Les capitaux ne fuient pas le pays mais au contraire viennent amortir la crise. Le monde s'arrache littéralement les bons du trésor US, et pour cause ils sont extrêmement rentables. C'est pour cela que le Trésor US peut inonder le pays de liquidités et continuer à s'endetter. Les USA contrôlent de nombreux pays via l'endettement et avec bien sûr l'hégémonie du dollar. C'est un fait, l'impérialisme US va ressortir encore plus fort et plus agressif de la crise.

Nous pourrions penser que les attaques de Trump contre la Chine visent à détourner les citoyens états-uniens de ses propres erreurs, il y a sûrement une part de vérité là dedans, mais elle est largement secondaire face aux vrais raisons. Les impérialistes US savent que la Chine est dans une position de faiblesse, la crise va affecter son économie exportatrice, qui par ailleurs produit des biens d'une valeur ajoutée bien inférieure à celle des économies de la Triade. Trump a la main et pousse donc les chinois dans leurs retranchements, le but étant de regagner des parts de marché, et de soumettre la Chine. Les Chinois ont une place dans l'économie mondiale, mais dominée par les USA, c'est à dire seulement une place, il n'est pas question que les USA laissent trop la Chine se développer. Les USA vont tout faire pour que les chinois acceptent le contrôle du taux de change et faire donc cesser le maintien artificiellement bas du Yuan. Il n'en sont pas à leur premier essai. Rappelons-nous que les USA avaient mis fin à l'exponentiel développement Japonais qui gênait l'impérialisme US lors des accords de Plaza en 1985. En effet les Japonais étaient entrain de racheter littéralement les USA, avec des investissements massifs dans l'immobilier. Les Allemands, là aussi, étaient d'ailleurs visés et les français dans une moindre mesure. cet événement avait forcé les autres puissances impérialistes à accepter

de dévaluer le dollar et à pratiquer une politique commune autour du taux de change. En effet le dollar étant la monnaie mondiale de référence, sa tendance est à l'augmentation du fait de la spéculation. Si le dollar est trop haut, les biens produits aux USA deviennent peu compétitifs et la balance commerciale devient largement déficitaire. Le Trésor US a fixé à 20 milliards de dollars le déficit commercial acceptable avec les autres pays. Il y a peu de pays dans ce cas, la Chine, le Japon et l'Allemagne. Le Japon a déjà accepté, en partie, les termes US lors de négociations commerciales en Octobre 2019. La Chine a récemment commencé à céder face aux USA. L'Allemagne se sait donc dans le viseur, sauf qu'effectivement la République Fédérale Allemande participe à un ensemble économique plus large avec l'UE. La tâche va être sensiblement plus complexe pour les USA.

Ce qui est sûr, c'est que l'agressivité de l'impérialisme US contre la Chine va à l'encontre d'autres impérialismes, aujourd'hui principalement allemand pour des raisons commerciales que nous avons évoquées plus haut. L'Allemagne est très dépendante de ses exportations, elle a besoin d'une stabilité pour faire des affaires. La politique agressive de Trump crée une instabilité très peu propice pour développer une politique économique.

De plus rien ne va empêcher Trump de mener une guerre commerciale contre l'UE, ce qu'il a déjà commencé.



Il est intéressant de placer, donc, la note divulguée par les services secrets allemands où ils confondent Trump à propos de l'accusation de responsabilité de la Chine pour le COVID 19 dans ce cadre là. L'Allemagne se sait dans le viseur du Trésor US. D'ailleurs, Macron a vu la possibilité de pouvoir regagner quelques places face à l'Allemagne et a donc soutenu les accusations de Trump face à la Chine. L'impérialisme français profite des problèmes de son puissant voisin, bien entendu.

Nous devons comprendre qu'il n'y aura pas de rupture entre l'impérialisme d'hier et celui de demain. Le Wallstreet journal vient de sortir une analyse du «

monde de demain » : pour lui, le monde sera plus cartellisé, plus globalisé et plus technologique. Les crises accentuent toujours plus la concentration du capital, il est simple de comprendre que vu que les monopoles dominants le monde sont US alors l'économie mondiale va être encore plus dominée par Trump et ses acolytes. En second, le monde ne va pas

se refermer sur lui-même, il n'y aura pas de réindustrialisation et encore moins de décroissance, au contraire il va continuer à se « globaliser ». Encore une fois, si nous analysons la domination économique de l'impérialisme US, nous voyons bien que cette dynamique ne va que les renforcer. De même qu'aujourd'hui les monopoles US dominent le monde technologique

avec les GA-FAM, par exemple. La Chine est technologiquement en retard et dépend, pour le moment, des importations US pour les produits les plus avancés. C'est ce que souhaite changer le 13ème plan quinquennal chinois qui « demande aux sociétés chinoises de développer l'innovation et de se moderniser dans de nombreux secteurs ».

Henry Kissinger, que tout le monde pensait mort, vient de sortir une analyse très importante sur la situation mondiale actuelle.

C'est un acteur historique très important de l'impérialisme US, l'écouter peut nous permettre d'entrevoir les dynamiques à venir. Le plus important de son analyse c'est que le monde ne doit pas se refermer sur lui-même, il faut que le libéralisme triomphe, c'est en complet accord avec Wallstreet. En second il nous dit qu'il faut mettre en place une gouvernance mondiale, c'est à dire, venant de lui, un monde coordonné derrière la puissance impérialiste US. Bien entendu cela restera un rêve pieux de l'impérialisme, mais il indique les tendances à venir.

Aujourd'hui, aucun impérialisme ne peut prétendre mettre en danger l'hégémonie US. Cette situation, principale, fait que les stratégies des autres impérialismes ne peuvent se faire qu'en relation avec la domination US. Certains peuvent s'y lier totalement comme les Britanniques, accepter leur domination mais manœuvrer comme le Japon en se re-préparant aux futurs affrontements (remilitarisation), avoir une stratégie de devenir une superpuissance comme l'Allemagne en développant son potentiel militaire, tenter de rivaliser en se modernisant comme la Chine qui y est de toute manière forcée. L'impérialisme français, lui n'a pas d'autre choix pour garder une place mondiale que de tenter de se lier à l'Allemagne qui ne veut pas d'une telle alliance pour l'instant. L'impérialisme français n'a ni une monnaie à manipuler, ni un potentiel industriel pour tenter de rivaliser, il ne lui reste que sa puissance militaire qu'il va devoir sans cesse renforcer sur le dos des masses. Les masses vont porter littéralement à bout de bras l'impérialisme français en putréfaction. La lutte contre les monopoles et contre la militarisation de la société est donc une nécessité urgente.



La LCP pose les bases de la construction d'un nouveau pouvoir dans les campagnes brésiliennes

Nous continuons de traduire la série d'articles concernant le mouvement révolutionnaire Brésilien du site Redspark.

Notre article précédent décrivait l'histoire de la lutte des paysans pour la terre au Brésil. Depuis 1995, cette lutte pour la terre a été divisée en deux voies distinctes : celle des opportunistes, c'est-à-dire des organisations qui ont adopté une attitude passive, attendant que le gouvernement ou une ONG étrangère résolve la question de la terre pour eux, et celle des révolutionnaires, qui ont pris leur destin en main et ont boycotté les élections et la fausse "démocratie", et se sont organisés pour construire les bases du Nouveau Pouvoir.

Cet article se concentrera sur la situation actuelle, sur les conditions objectives et subjectives, et éclairera certaines des réalisations de la LCP.

1. Quelle est la situation actuelle de la terre au Brésil ?

Qui détient la terre au Brésil ?



De la colonisation du Brésil en 1500 à l'indépendance politique officielle de 1822, la terre au Brésil était la propriété du roi du Portugal qui a donné à certaines familles nobles le droit de l'occuper et de l'exploiter. L'« Indépendance » a fait de ces concessions des droits de propriété légaux et le souverain du nouvel Empire du Brésil détenait l'autorité de distribuer les terres. La proclamation de la République en 1889 n'a pas changé la propriété de ces terres. Jusqu'à présent, malgré les

promesses de plusieurs présidents, il n'y a eu aucune réforme pour changer cette situation. Cela signifie que la majorité de la propriété foncière au Brésil est le produit d'une division féodale datant de l'époque coloniale, non pas sur la base des besoins du peuple, mais sur la base de l'amitié avec la couronne.

Le résultat de cette histoire est qu'environ 2% des 5,5 millions de propriétés rurales (plus de 400 millions d'hectares), appelées latifundio, appartient à environ 23 000 propriétaires terriens ce qui équivaut à 48% des terres, au détriment de plus de 5 millions de familles de petits paysans (91%), qui ne possèdent que 20% des terres (80 millions d'hectares). Les paysans propriétaires ont des propriétés de 100 hectares au maximum, la grande majorité d'entre eux ayant au maximum 40 hectares. Les propriétés moyennes (8%) possèdent une gamme de 100 hectares à 900 hectares et ont 32% des terres ou 120 millions d'hectares. 5 millions de familles paysannes n'ont pas de terres. Cette concentration de terres est considérée comme l'une des plus inégales au monde et

n'a fait que s'intensifier depuis le régime de Lula avec l'adoption du programme *Terra Legal*, qui a transféré plus de 150 millions d'hectares de terres publiques aux propriétaires terriens.

Les sans-terres

Le concept de "sans terre" est souvent utilisé au Brésil pour décrire la situation où de nombreux paysans vivent et cultivent des terres, appelées "Posseiros", (parfois, depuis des décennies ou des siècles) qui appartiennent légalement au latifundio ou sont des terres publiques. Plus préoccupés par le concept de légalité que par la réalité matérielle, les opportunistes les ont décrits comme "sans terre" parce qu'ils ne détiennent pas de titres de pro-

priété légaux. Les révolutionnaires appellent simplement cette population "paysans pauvres", une description de classe qui se base sur les petites parcelles de terre qu'ils cultivent, ou sur le travail dans les terres des propriétaires terriens par le biais de diverses formes de location semi-féodales.

Y a-t-il donc des paysans "sans terre" au Brésil ? Oui, il y a des paysans qui n'ont pas de terre à cultiver, c'est pourquoi la LCP organise des saisies de terres dans tout le pays. Cependant, dès qu'un paysan cultive ne serait-ce qu'un hectare de terre, le terme "sans terre" ne reflète pas la réalité.

La violence contre les paysans pauvres

Depuis les premières rébellions de Quilombo, l'État et les latifundio ont collaboré pour massacrer les paysans, et ces massacres n'ont jamais cessé. Depuis la bataille de Santa Elina en 1995, il y a eu trois autres massacres à grande échelle, en plus d'innombrables assassinats ciblés : Eldorado dos Carajás dans l'État du Pará, en 1996, Colniza dans l'État du Mato Grosso en 2016, et Pau D'Arco également dans l'État du Pará en 2017.

Les massacres se poursuivent parce que la contradiction fondamentale entre la terre et le paysan n'a pas été résolue. La misère de la vie des paysans pauvres les pousse à saisir et à occuper des terres dont ils sont expulsés par la violence des latifundio. En outre, l'État brésilien non seulement ferme les yeux sur ces meurtres (par exemple, entre 1985 et 1996, 976 paysans ont été assassinés et seules sept personnes ont été condamnées pour l'un de ces meurtres, selon Amnesty International), mais il envoie aussi souvent la police militaire pour aider les latifundio. (Ce fut le cas dans les quatre massacres énumérés ci-dessus).

Pendant les présidences de Lula et de son successeur Rousseff (2003-2016), la violence contre les paysans pauvres est passée d'assassinats aveugles à des assassinats plus ciblés de dirigeants paysans pauvres, de peuples indigènes et d'organisations Quilombos. Aujourd'hui, les assassinats

et les massacres à grande échelle sont de plus en plus fréquents.

La question nationale

Pour comprendre la situation concernant la question nationale au Brésil, il faut garder à l'esprit que le Brésil est un État colonial construit par un processus de "conquête" (c'est-à-dire un génocide). Cela fait du Brésil un État multinational, avec de nombreuses nations non reconquises et opprimées qui ont été transformées en minorités opprimées par l'État brésilien. Avec une population estimée à 900 000 habitants, elles sont pour la plupart concentrées dans la forêt amazonienne et partagent la même "histoire, langue, territoire, vie économique et culture".

Les Quilombos sont également confrontés à un processus brutal d'assimilation forcée. Ils ont maintenu tout au long de leur tradition de résistance politique, militaire et culturelle, leur culture propre, leur vie économique séparée et les terres bien définies qu'ils ont occupées pendant des siècles. Ils constituent également des communautés traditionnelles.

Ces deux populations, ainsi que les paysans pauvres, ont le latifundio comme principal ennemi, et tandis que la politique opportuniste approfondit les contradictions entre elles (en donnant des droits spéciaux à un groupe, ce qui les pousse dans des contradictions avec les droits des autres), les révolutionnaires appellent à l'unité des indigènes, des Quilombos et des paysans pauvres pour constituer un front uni.

Alors que l'opportuniste Lula promettait la "délimitation des terres" aux indigènes, 14 ans de règne du PT ont en fait vu un ralentissement de la création de réserves indigènes, une augmentation de l'exploitation des terres indigènes par le latifundio et l'agro-business, et une légalisation de l'accaparement des terres indigènes. Cet accaparement de terres est appelé *grilagem* en portugais, car les propriétaires terriens utilisent le bureau d'enregistrement des propriétés pour fabriquer de faux documents de propriété. Pour les faire paraître vieux, ils les mettent avec des grillons – *grilo* en portugais – qui sécrètent des fluides qui donnent aux documents un aspect vieilli. Une grande partie de ces terres sont des terres publiques, que la loi *Terra Legal* a permis aux latifundios de cultiver. Cela

a donc également augmenté le nombre de meurtres d'indigènes, le portant au niveau des meurtres commis sous le régime militaire.

D'autre part, le programme des révolutionnaires visant à jeter les bases de la construction du futur État démocratique reconnaît le droit à l'autodétermination (c'est-à-dire le droit de se séparer et de former leur propre État) des indigènes et les conditions spéciales des communautés traditionnelles pour les restes des Quilombos, et s'efforcera de les faire rester unis dans un seul État populaire de Nouvelle Démocratie, avec leurs droits reconnus.

La question des ONG

Il y a plus de 1000 ONG au Brésil, dont plus de 90% sont présentes depuis que le régime militaire a commencé à s'affaiblir à la fin des années 70. En raison de la misère des masses produite par la semi-colonisation du Brésil, ces ONG se sont rapidement développées, formant une structure parallèle à l'État et le déchargeant de la responsabilité de certaines de ses fonctions.

Il existe des ONG qui sont originaires et financées par des pays étrangers (c'est-à-dire des ONG impérialistes), et des ONG "nationales". Cela exclut les ONG qui tentent de se présenter comme "brésiliennes" mais qui n'existent que grâce à des fonds provenant de pays impérialistes et qui embrassent donc les mêmes intérêts que les ONG ouvertement étrangers.

Le rôle des premières est d'influencer les gens sur les préoccupations politiques (dites "démocratiques") afin d'avoir un impact sur les réformes du pays, ainsi que de diffuser la culture impérialiste étrangère. Si les ONG qui envoient des enseignants au Brésil pour enseigner l'anglais peuvent être considérées comme quelque chose de bénéfique, l'intention principale de ces programmes est de former les gens à communiquer (et donc à commercer) dans la langue parlée par les forces impérialistes. Dans ce contexte, il



Des paysans tenant une brochure colorée d'une ONG sponsorisée par des banques belges leur apprenant à obtenir des "microcrédits".

n'est donc pas surprenant que 85 % du budget américain pour l'aide étrangère aille aux ONG. Celles-ci jouent également un rôle de collecte d'informations concernant la situation politique et socio-économique du pays (la plupart des pays impérialistes ont des lois strictes concernant les obligations de déclaration).

Alors que les ONG "internationales" servent directement les intérêts des forces impérialistes, les ONG "nationales" servent les intérêts des différentes factions des classes dominantes. Leurs actions sont similaires à celles des premières.

Les deux types d'ONG ciblent les groupes opprimés tels que les indigènes, les femmes, les favelas et les paysans pauvres, sous différents prétextes tels que: "la défense de la forêt amazonienne", "l'égalité des sexes" ou "le droit à la santé". Les tactiques qu'ils utilisent pour apaiser la colère du peuple contre le semi-colonialisme consistent à promettre un soutien financier, ou à corrompre certains des dirigeants de la communauté. En réalité, leur intervention ne change rien aux causes profondes des problèmes des opprimés et agit pour empêcher les gens d'une nécessaire rébellion contre le latifundio qui changerait la situation non seulement pour quelques-uns mais pour toutes les masses opprimées.

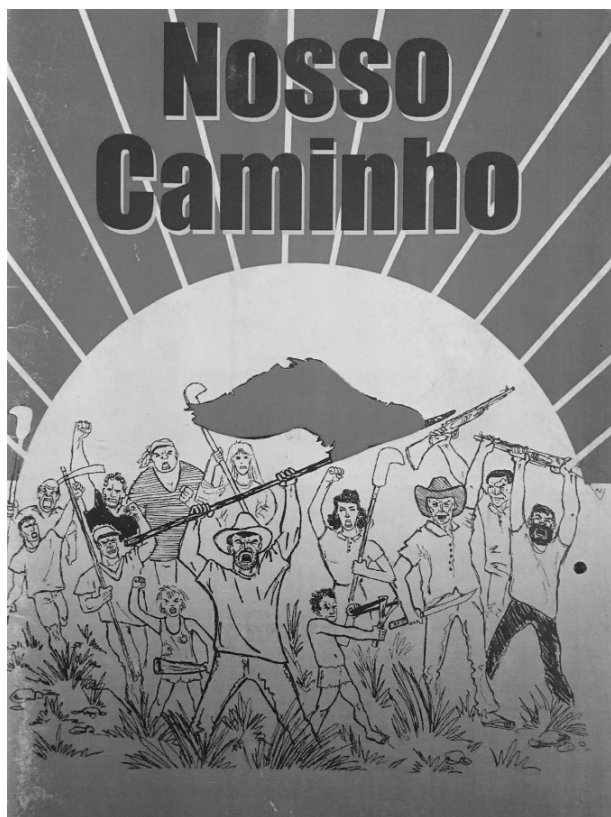
2. Comment la LCP lutte-t-elle ?

La Ligue des Paysans Pauvres a mis en place un programme appelé "Nosso Caminho" (Notre chemin), qui contient les mesures concrètes nécessaires pour lutter contre l'oppression à laquelle les masses sont confrontées. Sa principale différence avec le programme des opportunistes est qu'il n'implique pas de manœuvres politiques ou de tactiques

légalistes pour atteindre son objectif.

La lutte de la LCP contre la concentration des terres par le latifundio permet d'élever la conscience politique des paysans et leur militantisme pour l'occupation forcée de leurs terres. Contre la privation de terres, la LCP lance des saisies de terres. Pour prévenir la violence et le meurtre des paysans, la LCP organise l'autodéfense. En ce qui concerne les indigènes et les Quilombos, la LCP construit un front uni pour défendre les droits du peuple. Et aux ONG, la LCP répond que les gens doivent prendre leur destin en main !

De la saisie des terres à la collectivisation



Depuis que la graine de l'occupation de Santa Elina a été plantée, les révolutionnaires se sont distingués des opportunistes en montrant qu'ils n'attendent pas que l'État corrompu ou les impérialistes résolvent le problème de la terre. La saisie et l'occupation des terres commencées dans de nombreuses régions du pays, se poursuivent aujourd'hui. Mais la saisie et la distribution des terres n'est que la première étape d'un processus plus long, car détruire le latifundio signifie lutter contre les classes dominantes (et contre leurs seigneurs, les impérialistes), et finalement contre la propriété privée.

Dans son programme, la LCP a défini deux étapes de la coopération dans la

production, ainsi qu'une troisième future étape.

- L'étape de l'aide mutuelle : Une fois qu'une zone est saisie et que l'occupation paysanne commence, la terre est divisée en parcelles égales, en fonction de la taille des familles. Les paysans reçoivent des titres de propriété qui sont reconnus par l'Assemblée populaire des paysans occupants et leur organe directeur, le Comité pour la Défense de la Révolution Agraire (CDR), pour jeter les bases de la construction du Nouveau Pouvoir. Chacune des familles paysannes travaille sur sa propre parcelle, mais une politique d'entraide est encouragée. Tandis que les propriétaires se battent entre eux pour la rentabilité de leurs propres cultures, le CDR apprend aux paysans qu'ensemble ils peuvent tous produire plus et bénéficier de l'augmentation de leur production.

- Le stade des coopératives : Une fois que la notion et la pratique de l'entraide sont profondément ancrées dans une zone révolutionnaire, il est possible d'avancer jusqu'au stade où les paysans acceptent de mettre la terre en commun et d'y travailler ensemble. Cela implique à la fois un travail collectif dans les champs, ainsi qu'une distribution et une commercialisation collectives de la récolte. Cela peut également signifier la propriété collective de machines agricoles telles que les tracteurs. Certaines zones révolutionnaires en sont déjà à ce stade.

- Le stade de la collectivisation : Cette étape est considérée comme une perspective d'avenir, qui nécessite d'abord non seulement une nouvelle révolution démocratique, mais aussi un niveau de conscience plus élevé chez les paysans.

Qu'est-ce que la Nouvelle Culture ?

Pour élever le niveau de conscience politique et commencer à combattre l'hégémonie de la culture bourgeoise et des propriétaires en mettant en pratique les principes socialistes, la LCP promeut

une Nouvelle Culture dans ses zones révolutionnaires.

Outre l'exercice d'une occupation militaire et politique, l'impérialisme diffuse sa culture décadente pour pacifier le peuple, pour qu'il considère ses oppresseurs comme ses sauveurs et pour qu'ils haïssent leur propre classe. Les impérialistes cachent leur propagande en prétendant promouvoir "la liberté et la démocratie" et "la moralité", mais en réalité, leur culture promeut exactement le contraire : individualisme, racisme, sexisme, alcoolisme, toxicomanie, etc.

Pour contrer cette hégémonie et introduire des relations et des pratiques socialistes, la LCP a défini 16 règles de fonctionnement et de discipline dans les domaines révolutionnaires. Outre la création de nouvelles structures démocratiques de gouvernance, les articles 6, 7 et 8 visent directement à promouvoir un nouveau mode de vie en relation avec les autres membres de la société, c'est-à-dire à interdire la consommation de drogues (y compris l'alcool), la discrimination fondée sur la race, la religion ou le sexe, ainsi que la prostitution et les jeux de hasard.

En outre, la LCP promeut le sport, la culture (art et littérature) et crée des structures pour les encourager. L'une des campagnes les plus fondamentales dans les zones révolutionnaires est la lutte contre l'analphabétisme, menée dans les écoles populaires. Ces écoles dispensent également des cours de sensibilisation politique, notamment l'analyse de la situation actuelle au Brésil, du monde et de ses contradictions.

Éducation et santé

La question de l'éducation et de la santé des familles dans les zones révolutionnaires, souvent éloignées des villes et des infrastructures de base, est cruciale.

La LCP considère la question de l'éducation et de la santé comme l'un des quatre piliers fondamentaux nécessaires à la transformation des campagnes brésiliennes. Dans ses régions, cela se fait par le biais des écoles populaires et des cliniques de santé. Alors que dans la plupart des régions, les enfants vont encore à l'école publique, les écoles populaires sont construites pour promouvoir une forme différente d'éducation pour les personnes de 16 ans et plus, basée sur les

principes de l'étude, du travail et de la lutte (c'est-à-dire la recherche scientifique, la lutte pour la production et la lutte des classes). Les écoles populaires servent à la fois à réduire l'analphabétisme et à élever le niveau de conscience des masses paysannes.

En ce qui concerne la santé, la LCP vise à promouvoir un système populaire de prévention et de guérison des maladies grâce aux connaissances traditionnelles en matière de thérapies et en utilisant des herbes médicinales, des mesures d'hygiène et des systèmes d'égouts comme base des futures cliniques populaires.

Comment les zones révolutionnaires sont-elles protégées ?

Bien que les terres occupées soient proclamées légales et justes par l'Assemblée populaire et le CDR, le caractère illégal de l'occupation des terres aux yeux de la loi bourgeoise entraîne la répression. Les latifundio qui veulent que les paysans quittent "leurs" terres répriment par des hommes de main. La répression directe de l'impérialisme, par le biais des classes dominantes à la tête de l'État, qui voit la force croissante du mouvement paysan comme une menace pour leur exploitation semi-coloniale/semi-féodale des terres brésiliennes, réprime par la violence militaire, para-militaire et policière, ainsi que par le contrôle du système judiciaire. Pendant des siècles, le latifundio et l'État ont été bras dessus bras dessous pour perpétuer les massacres contre les masses et les assassinats ciblés des leaders paysans.

Alors que les opportunistes pensent qu'il suffit d'organiser des marches et d'appeler l'ONU à "agir" contre les tueries (sans tenir compte du fait que les responsables des tueries sont les mêmes que ceux qui sont derrière l'ONU), les zones révolutionnaires ont défini une politique d'autodéfense.

Cette politique vise à former tous les membres de chaque zone à se défendre contre les attaques frontales (hommes armés, police militaire, etc. dans les actions d'expulsion), ainsi que les tentatives d'infiltration. L'obtention d'informations sur les mouvements de l'ennemi et la diffusion de contre-informations sont également considérées comme faisant partie de l'autodéfense.

3. Les réalisations d'une zone révolu-

tionnaire au nord de Minas

La ligne de "Nosso Caminho" a été établie à la suite de la bataille de Santa Elina et a été adoptée par le mouvement paysan révolutionnaire dans tout le Brésil lors du premier Congrès de la LCP en 2000. Nous pouvons mesurer la justesse de sa ligne en observant les progrès concrets qu'elle a réalisés, en prenant comme exemple les réalisations de la zone révolutionnaire du Pont de l'Alliance Ouvrière-Paysanne, au nord du Minas.

Le Pont de l'Alliance Ouvrière-Paysanne

Le Pont de l'Alliance Ouvrière-Paysanne se trouve dans une zone située entre les petites villes de Varzelândia et São João da Ponte (au nord du Minas), qui a été occupée en 1998. Elle est habitée et cultivée par 35 familles sous la menace constante d'expulsion. En 2006, des camarades de la LCP se sont organisés pour résoudre un problème qui avait des conséquences mortelles pour les enfants de la région. La zone est située près d'une rivière que les écoliers doivent traverser chaque jour pour aller à l'école. Cependant, la rivière n'a jamais eu de véritable pont – juste trois rondins improvisés et instables posés sur une rivière qui avait parfois un courant dangereux lorsqu'elle était inondée.

Suite à la mort de deux enfants tombés et pris dans le courant, le maire de São João da Ponte (du Parti des travailleurs, PT), la municipalité où se trouve le village le plus proche où se trouve l'école, a fait de nombreux discours pendant sa campagne électorale en promettant de construire un pont, comme l'ont fait les maires précédents pendant des décennies. Les paysans ont voté avec enthousiasme pour lui. Mais une fois élu, ses promesses se sont avérées vides ; soudain,

le projet s'est avéré impossible, car il était trop cher (avec un coût estimé à 100 000 réals), et la délégation de paysans qui s'est rendue à la mairie pour protester contre sa décision n'a même pas été autorisée à se réunir.

Les paysans de la région ont compris grâce à ce processus que l'intervention de l'État n'allait pas résoudre leur problème et qu'ils devaient le résoudre par leurs propres moyens. Cependant, si les paysans étaient des hommes et des femmes travailleurs, ils n'avaient pas les compétences techniques nécessaires pour construire un pont. Comment le concevoir, quels matériaux utiliser et à quelle pression il devait résister, étaient des questions auxquelles ils n'avaient pas de réponse sûre.

À cette époque, le slogan de "l'unité des ouvriers et des paysans" est devenu plus que des mots, mais une véritable nécessité ; ils ne seraient pas capables de construire ce pont sans la collaboration des ouvriers.

Les paysans de la LCP ont contacté leurs camarades de la Ligue des travailleurs (Liga Operária-LO), qui ont rapidement compris et conceptualisé le travail à accomplir ; beaucoup étaient eux-mêmes des paysans devenus sans terre à la suite d'expulsions latifundio, contraints d'émigrer vers les villes à la recherche de travail. Ils ont tout de suite compris les différentes difficultés potentielles de la construction, telles que l'érosion des sols et la protection contre les inondations. Les ingénieurs de LO sont arrivés sur le site pour tout inspecter et mesurer avec soin. Leur conclusion : il était possible de construire un pont, et le coût des matériaux était estimé à environ 15 000 réals. Lorsque les paysans se sont demandés pourquoi le maire avait estimé le coût à



100 000 réals, les ingénieurs ont expliqué que la surestimation d'un projet était un moyen courant pour les politiciens corrompus de siphonner l'argent pour eux-mêmes. (Il n'était pas surprenant qu'ils apprennent, quelques années plus tard, les accusations de corruption portées contre Lula et Rousseff !)

Une fois les plans réalisés, la question du matériel est revenue. Les paysans étaient unanimes : le maire avait promis, alors ils allaient lui faire tenir sa promesse. Les manifestations continues devant la mairie ont forcé le maire, contre sa volonté, à libérer le matériel nécessaire.

Du début à la fin de la construction, pas une seule personne n'a été payée pour son travail de construction. Les paysans de la région, qui s'appelaient alors "Para Terra I", et des environs, ainsi que les travailleurs de l'Union Marreta (un syndicat de travailleurs de la construction civile de la capitale de l'État du Minas Gerais et base de la Ligue des travailleurs) et d'autres villes sont allés chaque jour participer à la construction dans le cadre d'une action collective et volontaire. Cela a demandé beaucoup de détermination et un haut niveau de conscience politique, car les paysans travaillaient encore dans les champs, et les ouvriers sur les chantiers de construction – deux emplois fatigants.

Dès le début, les femmes de la région ont rejoint la construction, en disant que leur rôle n'était pas seulement de "cuisiner et nettoyer", mais aussi de participer à la construction. Une décision collective a été prise pour que chaque semaine, un jour soit une "journée réservée aux femmes" sur le chantier. Une journée réservée aux jeunes a également été instituée.

À mesure que la construction avançait, certains des paysans les plus sceptiques ont commencé à réaliser que le pont allait être construit sans le travail de personne d'autre que les paysans et les ouvriers eux-mêmes. Lorsque le maire a vu la progression du projet, il s'est précipité sur le site pour se vanter d'être celui à remercier car il a permis l'obtention des matériaux, ils ont répondu que c'étaient leurs propres impôts qui payaient ces matériaux, et que c'étaient les ouvriers et les paysans qui dirigeaient la construction. Ils lui ont demandé : "Et vous, qu'avez-vous fait ?" Embarrassé, le maire n'a pas su quoi répondre.



La construction du pont s'est terminée quelques mois plus tard. Un pont solide, capable de supporter une charge de 30 tonnes, fut construit avec une alliance encore plus solide d'ouvriers et de paysans du Nord de Minas. Lors de son inauguration le 9 décembre 2006, les camarades ont estimé que la somme des jours de travail des nombreux participants correspondait à 1800 jours de travail volontaire. L'assemblée populaire de la région a décidé de l'appeler le "Pont de l'Alliance Ouvrière-Paysanne", reflétant les véritables protagonistes de sa construction, en faisant une plaque pour commémorer le dur labeur de plus de 80 femmes et 300 hommes qui ont participé à sa construction. Un dirigeant de la LCP a proclamé : "Plus jamais nous ne voterons".

Une semaine après l'inauguration, le maire est arrivé au pont pour faire sa propre inauguration. Personne n'était présent. Il a également placé des plaques commémoratives, mais ce qui était écrit dessus reste un mystère, car le lendemain, elles ont disparu dans la rivière.

Grâce à ce processus, les paysans ont pu voir concrètement comment ils ne pourraient pas changer la campagne brésilienne sans les travailleurs, tout comme les travailleurs ont compris que la clé d'un changement substantiel de leurs conditions était la lutte paysanne pour la terre et la destruction du latifundio.

Une oasis dans un désert

La région du nord du Minas est considérée comme une "savane tropicale avec un climat d'été sec", ce qui signifie que les saisons humides durent de 5 à 7 mois et les saisons sèches de 3 à 5 mois. C'est un climat qui est chaud à tout moment de l'année, avec un sol fertile qui produit des

récoltes abondantes tant qu'elles reçoivent de l'eau. Mais avec le changement climatique, la région a des saisons sèches de plus en plus longues. Beaucoup de paysans ont dû abandonner leurs terres car les sécheresses prolongées ont eu des conséquences destructrices sur leur capacité à produire des cultures auto-suffisantes. Sans un système d'irrigation coûteux comme ceux dont disposent le latifundio et les entreprises agroalimentaires, la production d'une année entière est sujette à des pertes de récoltes dévastatrices.

Mais les paysans de la région du Pont de l'Alliance Ouvrière-Paysanne ont appris, grâce à la construction du pont, qu'ils pouvaient faire plus qu'attendre passivement le pire. Une fois de plus, c'est l'alliance ouvrière-paysanne qui leur a permis de faire ce que les opportunistes considéreraient comme "trop ambitieux" et "trop coûteux".

Le coût du système d'irrigation était bien moins élevé lorsqu'il était divisé par les 35 familles de la région, mais une autre question est apparue : comment installer un système d'irrigation centralisé alors que chacune des familles avait ses différentes parcelles de terre loin les unes des autres ? Cette question a aidé les paysans à comprendre la nécessité de regrouper certaines de leurs parcelles et de les cultiver collectivement. Une surface de 30 hectares a été réservée pour le champ collectif, et les travaux d'installation du système d'irrigation, conçus par leurs camarades de la Ligue des travailleurs, ont été achevés en 2011.

Une coopérative a été créée pour s'occuper de la logistique, comme l'achat d'un tracteur. Actuellement, 16 des 30 hectares sont cultivés, et des travaux sont

en cours pour rendre les 14 hectares restants arables. La production et les parts que chaque famille reçoit sont décidées collectivement chaque année, chaque famille étant chargée de travailler avec d'autres sur certaines parcelles de terre. En dehors de la terre collective, les paysans ont toujours leurs propres parcelles qu'ils utilisent pour leurs besoins personnels. Comme objectif futur, les paysans prévoient de développer une banque de céréales afin d'être totalement indépendants en matière de céréales.

Depuis les sécheresses sans précédent de 2014, la terre collective est devenue une oasis dans le désert : une mer de verdure où poussent des arbres fruitiers, du manioc, du maïs, des haricots et des poivrons dans un paysage autrement aride. Il n'y a pas un seul mois où elle ne produit pas de nourriture.

La politisation comme clé pour développer une plus grande unité parmi les opprimés

Cette zone est un exemple de l'une des bases révolutionnaires les plus développées de la LCP. Ses réalisations n'ont pas été faites avec l'argent d'une ONG américaine, ou les actions d'un maire opportuniste, mais parce que les paysans ont intériorisé la nécessité de l'alliance entre ouvriers et paysans.

L'État a déployé de nombreux efforts pour écraser cette zone. Mais les conséquences de sa force peuvent aussi être observées à travers son impact sur l'économie locale ; elle est considérée comme le plus grand producteur de produits horticoles de la région. Par conséquent, même les éléments non révolutionnaires de la région la soutiennent, car sa répression aurait un impact sur leurs propres intérêts.

L'État essaie différentes tactiques pour expulser les paysans de leurs terres. L'une d'entre elles a été récemment la création du "Território Quilombola do Brejo dos Crioulos", un territoire dans lequel l'État a légalement autorisé l'occupation des communautés quilombo, y compris les terres de la zone révolutionnaire du Pont de l'Alliance Ouvrière-Paysanne. Cela donne à la communauté Quilombo la plus proche le droit légal d'expulser tous les autres habitants de la zone, bien que les latifundio détiennent toujours les titres de propriété légaux.

Monter une communauté opprimée contre une autre est une vieille astuce pour "monter les masses contre les masses" qui fonctionne bien à cause du racisme et de la xénophobie que les classes dominantes répandent pour empêcher leur unité. Ici, cela n'a pas fonctionné en raison du niveau de conscience de la communauté, conséquence du travail collectif et de la politisation de la LCP, qui a abouti à une lutte contre la discrimination qui a duré des décennies. Ainsi, les Quilombos et les paysans de la région ont une relation étroite avec certains mariages mixtes.

Les tentatives régulières de vaincre les camarades ont été vaines ; la région révolutionnaire existe depuis 22 ans et continue de développer son projet collectif.

4. La situation actuelle

Des dizaines de zones ont été saisies par la LCP dans différents États brésiliens, chacun ayant atteint un stade de développement différent (aide mutuelle ou coopérative). Les communautés vivant dans ces zones appliquent la ligne de "Nosso Caminho", qui crée un niveau élevé d'unité politique entre elles, malgré la distance qui sépare certaines zones des

autres, certaines étant séparées par plusieurs milliers de kilomètres.

Le mouvement est maintenant confronté à une situation où les opportunistes, incapables de résoudre les problèmes de la crise de décomposition du capitalisme bureaucratique dans le pays aggravée par la crise économique internationale actuelle, ont été remplacés par le gouvernement du fasciste Bolsonaro, qui a encouragé les massacres de paysans pauvres et de minorités opprimées (principalement les indigènes et les Quilombos) avec la création d'une force militaire spéciale chargée de la répression. L'utilisation de véhicules armés et même d'hélicoptères lors des expulsions est devenue courante.

Face à l'augmentation de la brutalité des expulsions, la LCP augmente le niveau de résistance et recherche une plus grande unité au sein de toutes les couches des masses opprimées, telles que celles touchées par l'exploitation minière, la construction de barrages, la culture de forêts homogènes (eucalyptus), y compris les masses ouvrières urbaines.

La situation dans le pays nécessite une augmentation de l'intensité de la lutte ; les conditions subjectives ont montré au cours de ses 25 ans d'histoire de lutte qu'elle est capable de résister et d'élever la conscience des masses. Ces deux facteurs propulsent le mouvement paysan brésilien vers un saut qualitatif dans sa lutte pour la révolution agraire.

Références

Sources révolutionnaires :

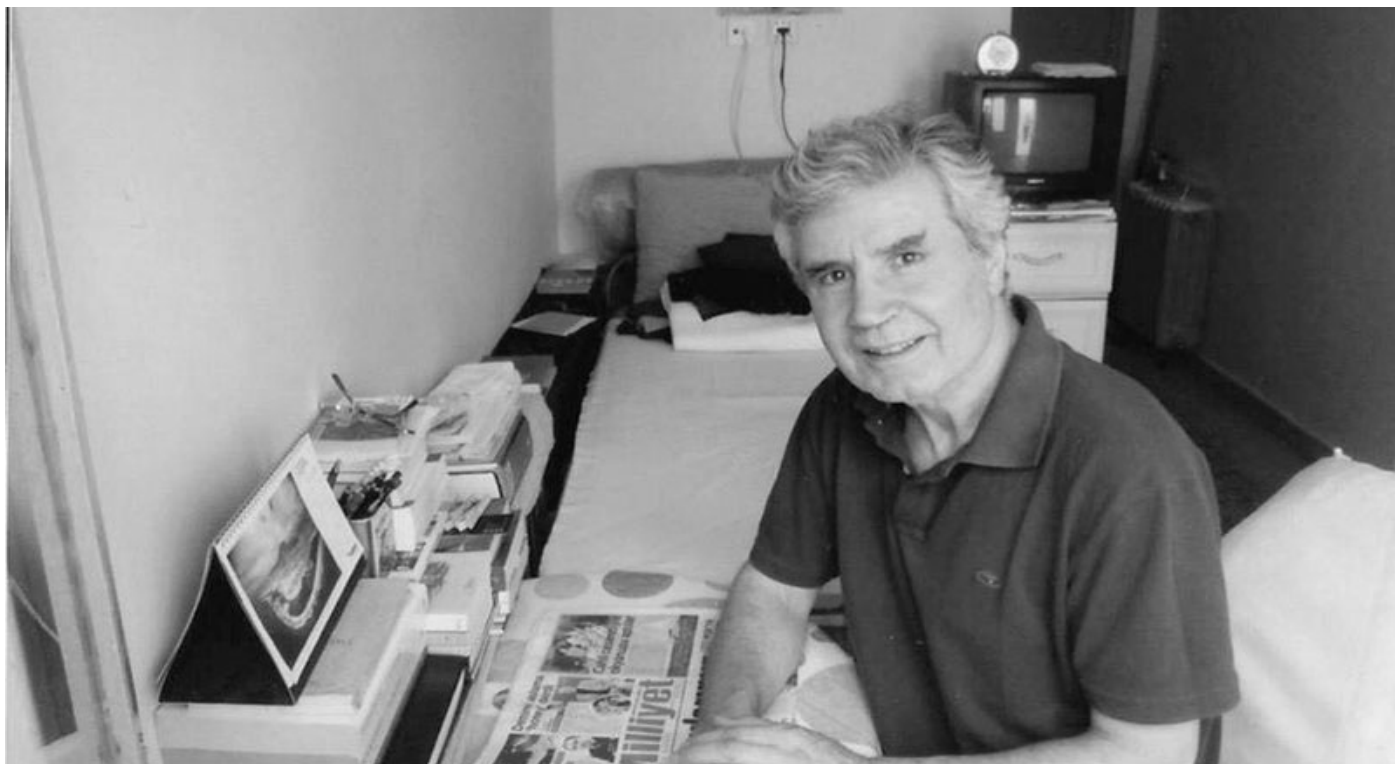
- LCP, "Nosso Caminho", 2001, révisé en 2018
- Inaugurada a ponte do povo ! a Nova Democracia, février 2007
- Carta Aberta : Em defesa das famílias camponesas do Para Terra I/Varzelândia, Resistencia Camponesa, février 2013

Autres sources :

- Brazil: Corumbiara and Eldorado de Carajas: rural violence, political brutality and impunity, Amnesty International, Janvier 1998
- Revisiting Agrarian Reform in Brazil 1985-2016, Wilder Robles, 2018
- The changing climate of Minas Gerais, C&CI, Mars 2014
- Evolution of land rights in rural Brazil, Rita Damasceno, Joana Chiavari, Cristina Leme Lopes, Avril 2017
- Towards Efficient Land Use in Brazil, Juliano Assuncao, Joana Chiavari, New Climate Economy Report, 2014



Liberté pour Ismail Yilmaz et tous les prisonniers malades !



Nous relayons cette déclaration de nos camarades de Fransa Postası :

Malgré la crise sanitaire engendrée par la pandémie, des milliers de prisonniers politiques enfermés dans des conditions d'isolement stricts ont été livrés à la maladie et à la mort. Tandis que les prisonniers de droit commun et les membres des bandes organisées ont été libérés de façon anticipée par une loi d'état d'urgence sanitaire, les cas de contagion au Covid 19 et les violations de droits s'intensifient dans les prisons.

Des dizaines de prisonniers malades sont maintenus en détention malgré leur âge avancé et les maladies chroniques graves dont ils sont atteints.

Ismail Yilmaz, prisonnier politique détenu depuis 16 ans à la prison Kandira N°1 de type F, condamné à la peine de réclusion à perpétuité aggravée, est maintenu en isolement malgré son âge et les maladies sévères dont il est atteint.

A ce jour, aucune réponse n'a été donnée à la demande de libération formulée par Maître Gül Altay, avocate d'Ismail Yilmaz. Le prisonnier âgé de 66 ans souffre de problèmes cardiaques, de prostate,

d'hypertension et de troubles de la vision.

Suite aux tortures qui lui ont été infligées dans le passé, des paresthésies sont apparus au niveau de son bras et de sa main droite. Par conséquent, il ne peut plus tenir de crayon et il est dans l'incapacité de réaliser seul les gestes de la vie quotidienne.

Malgré les engourdissements de ses mains et de ses différents membres, il a été abandonné durant plusieurs jours face aux risques de la pandémie dans les conditions carcérales.

Toutes les démarches effectuées restant sans réponse, suite à une hémorragie

intracérébrale qui a provoqué un hématome durant sa détention dans la prison Kandira N°1 de type F, Ismail Yilmaz a été conduit à l'Hôpital Public de Kocaeli le 28 avril 2020.

Des examens cliniques ont été réalisés à l'Hôpital Public de Kocaeli où il a été admis et il a été nécessaire de procéder à une chirurgie au cerveau afin de retirer le sang accumulé. Après 7 jours de soins, il a été reconduit en prison. Suite à une période de confinement de 14 jours en raison de la pandémie, Ismail Yilmaz qui a subi une intervention chirurgicale au cerveau a nécessairement besoin de soins particuliers pour le restant de sa vie.

En outre, les consultations médicales pratiquées à l'hôpital et les mentions spécifiques figurant sur les rapports mettent en évidence une très forte probabilité de récurrence de la maladie.

Nous appelons l'ensemble de l'opinion publique à renforcer le soutien et à exiger, en la personne d'Ismail Yilmaz, la libération de tous les prisonniers malades !

Liberté pour les prisonniers malades !

Liberté pour Ismail Yilmaz !



Tribune : le Parti et la classe ouvrière

Cette tribune est celle d'un camarade, et nous la publions pour encourager la tâche de reconstitution et de reconstruction du Parti Communiste dans l'Etat français.

Lorsqu'elle se met en mouvement, la classe ouvrière, et particulièrement une fraction avancée des ouvriers cherchent à s'organiser. Dans les mouvements spontanés s'affrontent les opinions les plus diverses, dans un seul objectif : gagner sur les revendications. Dans les périodes de lutte de classes violente, aiguë, une fraction des travailleurs s'organise autour d'un plan, d'une stratégie. Le but est de synthétiser les réussites et les erreurs, faire de l'agitation autour des objectifs, remobiliser, renforcer la mobilisation, etc.

Il s'agit d'un phénomène naturel, spontané. Les masses populaires cherchent à s'organiser autour d'une stratégie, d'une ligne politique. Celle-ci peut d'abord être floue, ou très précise, mais s'affine dans la pratique et dans la lutte des classes. Ce phénomène, c'est la création d'un parti. Si ce parti est réellement dirigé par le prolétariat, qu'il veut la révolution, c'est ce que Marx appelle le Parti Communiste. C'est le détachement des travailleurs les plus avancés de la classe ouvrière, ceux qui s'organisent pour renverser le système capitaliste.

Pourquoi un « détachement », et pas

toute la classe ouvrière, si celle-ci est révolutionnaire ? Parce que le capitalisme développe inégalement les forces productives et donc les consciences. Les consciences de l'injustice, de l'oppression, la place dans la production, les crises périodiques de certaines branches d'industrie, empêchent un développement égal de la conscience prolétarienne.

Lutter contre ce phénomène naturel, spontané, c'est lutter contre la classe ouvrière et contre la révolution. Les anarchistes, par exemple, considèrent qu'un Parti est une mauvaise chose, est une autre source d'oppression. Or, eux même se structurent, finalement, en Parti, en groupes politiques avec une stratégie définie. Et ces groupes eux même, quand les choses deviennent sérieuses, ont besoin de se structurer solidement, d'établir une forte confiance en des dirigeants élus, etc. D'ailleurs, les principales figures mythiques des anarchistes se construisent autour de partis : la CNT se construit autour du programme idéologique et politique de la FAI, qui lutte pour la diriger; dans la Ière internationale le centre des anarchistes se construit autour de Bakounine pour la direction idéologique, etc.

En fait, l'absence ou la présence de Parti est une question de classe. La bourgeoisie n'a pas besoin de Parti unifié aujourd'hui : elle a son État, son outil

de coercition pour écraser la classe ouvrière. C'est d'ailleurs en ce sens que, après l'abdication et la liquidation totale de toute organisation ouvrière, même révisionniste, les partis bourgeois se sont liquidés en mouvements. La forme-Parti n'est utilisée par la bourgeoisie que pour s'organiser quand c'est nécessaire, mais elle n'est pas affichée. Aux yeux des bourgeois, un Parti, c'est une dictature contre la « liberté » de faire n'importe quoi sans prendre en compte les autres, et sans rien assumer, ce que seuls les bourgeois et petits bourgeois peuvent faire.

Un Parti, donc, est un centre politique, idéologique, culturel, qui prend une forme administrative concrète. Un Parti prolétarien, c'est un Parti qui défend les intérêts à long terme du prolétariat, qui organise le maximum de prolétaires et de gens issus d'autres classes sociales pour la révolution, dans le Parti et dans ses organisations.

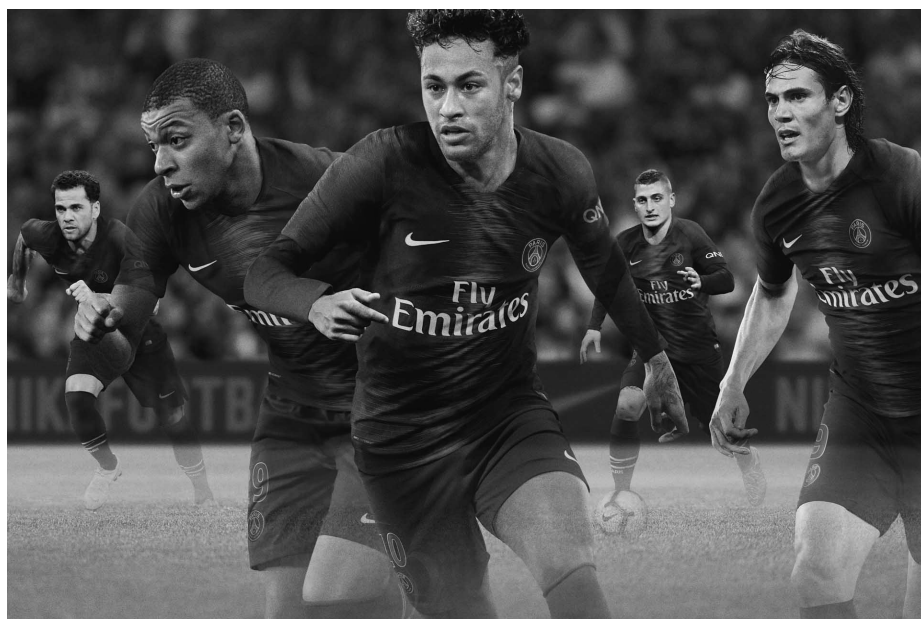
Liquidier le Parti, c'est combattre toute réflexion stratégique, toute volonté d'organisation patiente, toute volonté de construire un quartier général de la révolution, contre un État puissant, c'est détruire l'idée même de révolution. Il n'y a pas de Parti sans embryon révolutionnaire, tout comme il n'y a pas de révolution sans Parti.



Comprendre l'exploitation : d'où vient-elle ? Quelles formes prend-elle ?

Nous avons déjà, précédemment, partagé un article, expliquant ce qu'est un cadre, un ouvrier, un patron. Nous continuons cette série de vulgarisation en tentant, par des cas pratiques, d'expliquer l'économie politique marxiste.

Peut-on être riche sans être un exploitateur ?



Une interrogation revient souvent dans les masses : comment font certaines personnes pour – semble-t-il – être riche sans exploiter personne : journalistes, sportifs, parieurs... visiblement, eux n'exploitent aucun travailleur. On pourrait presque élargir cela aux traders, financiers, mais il semble évident à la morale populaire que leur argent vient de notre sueur. Pour autant, quelle différence fondamentale avec un sportif ou un journaliste ?

Pour répondre à cette question, il faut revenir à ce qu'est la valeur d'une marchandise. Il s'agit, finalement, du temps de travail incorporé dans la marchandise. Personne ne veut échanger son temps contre un temps inéquitable ; l'acheteur se présente sur le marché avec quelque chose qui « condense » son temps de travail dans une marchandise, et l'échange contre une autre égale. Les deux marchandises sont égales car elles représentent la même quantité de travail, et sont différentes car elles ne représentent pas la même utilité. Bien sûr, il faut prendre ces temps « en moyenne »,

l'acheteur ne se posant pas la question de l'habileté du vendeur.

Cette valeur peut être produite par la force de travail, elle-même une marchandise, qui consomme donc un temps de travail pour être produite et reproduite chaque jour : il s'agit d'une marchandise comme les autres, vendue sur le marché.

Mais cette marchandise produit de la valeur. Si il faut 4h pour reproduire la force de travail, et que l'on en travail 8h, il y a production d'une valeur de 4h de travail global en plus.

Il faut comprendre que lorsque l'on produit une valeur d'usage, une marchandise, cette marchandise accumule la valeur de tout le travail de toute la chaîne de production. Elle « vole » la valeur de la machine qui l'a produite, du temps de transport, du camion, etc. Si un camion peut porter en moyenne 10 tonnes sur 100km dans son existence, chaque tonne portée sur 100km « volera » 1/100e de la valeur du camion.

Pour prendre l'exemple d'un footballeur, rémunéré plusieurs centaines de milliers d'euro, il n'a pas produit cette valeur. On peut penser qu'il a produit une valeur marchande : sa capacité à jouer les matchs, qui se matérialise par des heures de travail, d'entraînement. Dans tout ça se condense la valeur des centres d'entraînement, des stades, construits par

des ouvriers ; des maillots, du réseau permettant de diffuser les matchs, donc de l'énergie produite pour ça. Au bout de la chaîne, le footballeur récupère toute cette valeur extorquée aux ouvriers. Il n'est pas un simple travailleur, répondant à une pseudo loi de l'offre et de la demande ; où le talent serait très rare, il est dans une position de bourgeois exploitant toute une chaîne de production. Bien sûr, beaucoup de footballeurs ne gagnent pas du tout des sommes folles et ne sont rémunérés qu'à hauteur de survie, l'analyse pourrait donc être très différente.

L'idée est de comprendre, ici, que toute la richesse vient du travail, et que cette richesse, extorquée au prolétariat, est redistribuée par différents mécanismes à la bourgeoisie. Ces derniers ne sautent pas forcément aux yeux ; mais dans les millions des Ronaldo, Neymar ou Messi, il y a la sueur et le sang des ouvriers.

Loi de la valeur et séries

Comme nous l'avons évoqué dans plusieurs articles, ce qui joue un rôle fondamental dans notre société, qui détermine les prix, qui détermine les rapports entre les hommes sous le capitalisme, c'est la loi de la valeur. Cette loi est la suivante : un produit s'échange, en moyenne, avec un produit correspondant à un temps de travail moyen similaire. On échange une chose contre quelque chose qui a pris, en moyenne, le même temps à être produit. Ce temps de travail est une moyenne, qui se réalise grâce à la loi de l'offre et de la demande : si le produit est vendu au-dessus de sa valeur, la concurrence oblige le capitaliste à baisser son prix. Mais il ne peut pas vendre le produit en dessous de sa valeur en règle générale, il y perdrait dans l'échange. Il échangerait une valeur contre une valeur moindre.

La valeur de la marchandise force de travail est celle du temps de sa reproduction. Mais l'ouvrier, le prolétaire, travaille plus de temps qu'il n'en faut pour reproduire sa force de travail et celle de sa classe sociale. La nouvelle valeur produite contient donc plus de temps de travail que la valeur de la force de travail. Le capitaliste s'approprie le reste. Il ne vole pas le prolé-

taire. Il achète la marchandise à la bonne valeur. Il ne vole pas : il exploite.

Nous avons vu dans un article précédent, à travers l'exemple du football, que la valeur issue de l'exploitation se répartie de différentes manières entre les capitalistes, mais que l'on ne peut pas être riche sans être un capitaliste, sans exploiter personne. Et ce même si, à première vue, ce n'est pas le cas. Le footballeur le plus riche profite du surtravail extorqué aux ouvriers construisant les stades, produisant les maillots et autres produits dérivés, faisant tourner les câbles internet pour diffuser les matchs, etc. Il y a un surtravail des ouvriers produisant le football. Le valeur du football, des spectacles en général, c'est la valeur de tout le travail nécessaire à leur production, pas juste du spectacle en lui-même.

Pourtant, cette loi, indépassable dans le mode de production capitaliste, ne semble pas s'appliquer à la production de films et de séries. Internet semble avoir permis de vendre les choses sans rapport avec leur valeur. Une entreprise comme Netflix produit une série, et la diffuse. Plus le nombre de personnes l'achetant est élevé et plus l'entreprise fait de profit, sans rapport avec la valeur de la série en tant que travail accumulé des producteurs, scénaristes, acteurs, techniciens etc. Si l'on a travaillé dix mille heures dans la série, comment se fait-il que, si, pour la rentabiliser, il faut l'abonnement de 100 000 personnes, alors le prix ne baisse pas quand le nombre d'abonnés explose, ou alors, pas en rapport du nombre d'abonnés ?

Et bien, c'est simplement oublier que la loi de la valeur ne s'applique pas de cette manière. La loi de la valeur est ainsi : un produit vaut la somme du travail accumulé en son sein. Une entreprise comme Netflix n'est pas un simple créateur de série. Netflix pèse sur un réseau immense de télécommunications. Et ces télécommunications ne sont pas sorties de nul part. Elles sont le produit d'un immense travail humain, de construction et d'entretien constant. Netflix et les autres diffuseurs payent des serveurs immenses, permettant de stocker et de diffuser des données. Ces serveurs sont le produit de travail humain. Et plus on est nombreux à regarder la série, plus il en coûte, en

terme de travail humain.

Le prix n'est pas la valeur, il en est l'expression. Le prix peut être supérieur ou inférieur à la valeur, il est la forme que prend la « recherche », par le marché, de la valeur. Il se réajuste sans cesse. Les choses ne sont pas si simples, mais, pour la clarté de l'exposé, disons que prix et valeur se combinent parfaitement.

Disons que, pour chaque abonnement, le prix se décompose ainsi. Une entreprise fait travailler ses ouvriers sur le réseau, pour une valeur de 10€. Une autre, sur le serveur, pour une valeur à nouveau de 10€. La somme des salaires n'est que de 5€, et l'entretien du capital de 3€ pour



chaque entreprise. Elle réalisent chacune un profit de 2€, soit 4€ au total. Cet ensemble de produits est vendu à sa valeur à Netflix, soit pour 20€. La marchandise est bien vendue à sa valeur avec un profit réalisé.

Ce travail de centralisation, ainsi que le travail des acteurs, producteurs, techniciens etc, produit une valeur de 5€. Mais les acteurs ne sont pas pauvres, on les rémunère bien au dessus de la valeur de leur travail. Pour faire simple, disons que le capital vaut pour 2€ et les salaires de l'ensemble de l'équipe sont de 2€. Le profit est de 1€. Le produit final a une valeur de 25€. C'est ce que paye le client.

Nous voyons donc la somme des salaires, ici, de 12€, celle du capital à entretenir, de 8€. Il y a donc 5€ de profit réalisé. Ce profit, ici, se répartie entre les deux opérateurs et les acteurs. Le producteur

peut, grâce à sa position de monopole, demander un prix avantageux, un peu en dessous de sa valeur et s'attribuer une partie du profit. Disons, 1€, faisant perdre 50c à chaque opérateur. Le profit est donc réparti, ici, entre 4 capitalistes, à partir du travail de travailleurs produisant dans quatre domaines différents. Le travail de production ne vaut que pour 5€ par acheteur, et plus il y a d'acheteur, moins cela vaut, le prix peut donc baisser. La situation de monopole peut permettre de vendre le produit un peu au dessus de sa valeur, mais pas plus. Dans notre exemple, seul 1/5 du prix du produit vient de la production culturelle, et dans la réalité, il faut rajouter les impôts, payant un travail social, les équipements, toute la produc-

tion publicitaire, avec ses prolétaires, ses cadres et ses capitalistes, et un immense nombre de facteurs, un travail humain immense, permettant à chacun d'avoir accès à des données informatiques sur son ordinateur ou sa télévision.

Il est donc compréhensible que le prix ne baisse pas brutalement lorsque le nombre d'abonnés explose, mais simplement en rapport du prix de la production culturelle seule, sans tout ce qui est nécessaire autour. La loi de la valeur est bien respectée.

Finalement, il y a une exploitation générale de la part des capitalistes, qui se répartissent par des lois et des contrats les profits en fonction du rapport de force. Il n'y a pas une seule production, mais une chaîne de production de valeur se répartissant entre plusieurs capitalistes.

Il y a 75 ans, l'Allemagne nazie capitulait, vaincue par la résistance antifasciste des peuples !

Les 7 et 8 mai 1945, deux actes de capitulation de l'Allemagne nazie sont signés à Reims et à Berlin. Ces deux actes marquent la fin de la seconde guerre mondiale en Europe et la chute du régime nazi qui, pendant 12 ans, aura commis d'horribles crimes, envahi de nombreux pays et massacré des millions de personnes.

Au début de l'année 1945, le régime nazi est déjà au bord de l'effondrement. Sur le front est, l'armée soviétique héroïque inflige défaite sur défaite aux nazis. Dans les pays d'Europe de l'Ouest, la résistance s'intensifie. Celle-ci est largement menée par les forces communistes qui ne reculent devant rien pour vaincre le fascisme. Dès le mois d'août 1944, la ville de Paris est libérée suite à une intense bataille. À la fin de l'année 1944, l'Italie connaît également d'intenses combats qui aboutiront en avril 1945 à la libération totale du pays et à l'exécution de Mussolini suite à une insurrection armée menée par le comité de libération nationale, composé en grande partie de forces communistes.

Depuis la victoire de l'URSS lors de la bataille de Stalingrad en 1943, l'étau se resserre donc autour de l'Allemagne nazie. L'armée rouge avance de manière inarrêtable et écrase les forces fascistes sur son passage jusqu'à entrer dans Berlin en



avril 1945. Le 30 avril de la même année, le lâche Adolf Hitler se suicide, laissant derrière lui un Reich mourant et sans leader. Quelques jours plus tard à peine, les nazis sont obligés de reconnaître leur défaite, incapables de défendre leur régime face à d'un côté la résistance intérieure, majoritairement communiste, sur le territoire de l'État français et de tous les autres pays envahis par les nazis, et de l'autre la puissance de feu de l'armée rouge qui anéantit les fascistes.

En anéantissant l'Allemagne nazie, les communistes auront fait tomber le fascisme en Europe. Le nazisme aura laissé derrière lui six millions de juifs assassi-

nés, mais aussi des millions de tsiganes, homosexuels, handicapés, communistes esclavagés et massacrés par un régime au service de la bourgeoisie impérialiste allemande.

Ce 8 mai 1945 est également la date des massacres de Sétif, Guelma et Kherrata commis en Algérie par l'armée de l'État impérialiste français contre des manifestants indépendantistes algériens. Cet événement, qui se produit le même jour que la capitulation des nazis, marque ainsi le début de plusieurs décennies de luttes intenses contre le colonialisme et l'impérialisme en Afrique mais aussi en Asie.

abonnement/contact

Le Comité de Rédaction de la Cause du Peuple se dote d'une adresse mail publique.

Pour publier un de vos articles, billets d'humeur, courrier des lecteurs, production artistique, texte ou événement, il suffit d'envoyer un mail au Comité de Rédaction à l'adresse suivante : lacausedupeuple@protonmail.com

Vous avez des talents informatiques ou rédactionnels ou vous souhaitez diffuser la Cause du Peuple dans votre quartier, sur votre lieu de travail ou à vos proches ? Contactez nous à lacausedupeuple@protonmail.com !

Ensemble, créons enfin un média populaire qui touche tous les domaines de la vie sociale !

Vous pouvez aussi nous soutenir :

★ **Abonnez-vous !**

(20€ = 1 an—ou plus pour soutenir)

lacausedupeuple@protonmail.com
causedupeuple.info